

LUTTE CONTRE LA CORRUPTION ET LE TERRORISME, JUSTICE SOCIALE, SOUVERAINETÉ NATIONALE ET DIPLOMATIE EFFICACE

Les grandes priorités de Kaïs Saïed



**La Presse** — Dans sa gestion quotidienne des affaires du pays, le Président de la République ne rate, pratiquement, aucune sortie sur le terrain ou une rencontre avec les membres du gouvernement pour rappeler ses priorités et autres constantes et mettre en place son approche et sa vision en vue de répondre aux attentes des diverses catégories de la population dans les différentes régions sans exclusive.

▶ page 3

DEUXIÈME CONFÉRENCE MINISTÉRIELLE DU FORUM DE PARTENARIAT RUSSIE-AFRIQUE AU CAIRE

La Tunisie pour un partenariat global et durable

**La Presse** — Mohamed Ali Nafti a proposé l'instauration d'une nouvelle coopération entre le groupe africain et d'autres regroupements régionaux dans lesquels la Russie joue un rôle central, à l'instar de l'Union économique eurasiatique.

▶ page 3

JCC 2025

Le palmarès



**LM Fiction :**  
• **Tanit d'or :** *The Stories* de Abu Bakr Shawky (Égypte)  
• **Tanit d'argent :** *My Father's Shadow* de Akinola Davies Jr (Nigeria)  
• **Tanit de bronze :** *Sink* de Zain Duraie (Jordanie)  
**LM documentaire :**  
• **Tanit d'or :** *Liti Liti* de Mamadou Kouuma Gueye (Sénégal)

▶ page 9

PARTENARIATS PUBLIC-PRIVÉ

Un mécanisme à structurer pour soutenir le développement



**La Presse** — Les partenariats public-privé constituent l'un des instruments mobilisés pour accompagner les projets d'infrastructure en Tunisie. À travers une lecture économique et institutionnelle, Abbas Jellali, expert en économie sociale et solidaire et en entrepreneuriat social, en examine les principes, les apports et les conditions de mise en œuvre.

▶ page 6

COMMENTAIRE

Halte à la désinformation !

Par Said BENKRAIEM

Sur la Toile, les fausses nouvelles foisonnent. La manipulation politique de bas étage bat son plein, donnant lieu aux surenchères politiques les plus farfelues. De fausses informations relayées ces derniers jours par de pseudo-opposants portent atteinte non seulement aux intérêts de la Tunisie mais aussi à la sécurité nationale. L'opposition, la vraie, n'est pas synonyme d'atteinte à la réputation du pays, à sa souveraineté et à ses intérêts. Il s'agit là d'un comportement criminel qui trouve malheureusement une bonne place dans les bulletins d'information de certains médias locaux et étrangers. Cette fois-ci, on s'attaque ouvertement aux relations tuniso-algériennes. On cherche vaine-ment et à tout prix à empoisonner des relations solides et sécu-laires entre deux pays voisins, amis et frères.

La Tunisie et l'Algérie sont deux pays voisins qui partagent plus de mille kilomètres de frontières. Elles sont dans l'obligation d'entretenir de bonnes relations leur permettant de faire face à un ennemi commun, à savoir le terrorisme. C'est ainsi que les deux pays ont toujours noué des relations bilatérales exemplaires se basant essentiellement sur la solidarité et le respect mutuel. Ces bonnes relations sont de nature à permettre un échange fructueux d'informations et de données sécuritaires dans le cadre d'accords et de conventions signés par les deux pays. Il s'agit là d'une tradition très bien ancrée dans les relations bilatérales tuniso-algériennes. Pour ceux ayant la mémoire courte, il est utile de rappeler que la première convention-cadre militaire entre la Tunisie et l'Algérie remonte à 1983. Cette même convention a été revue en 2001. Plus de vingt ans après, plus précisément en octobre dernier, elle a été encore revue, enrichie et signée par les ministres de la Défense des deux pays. Une signature classique de convention de coopération entre deux pays qui ne passe pas inaperçue. Ainsi, les documents fictifs montés de toutes pièces qui circulent sur le Net sont dépourvus d'authenticité et n'ont qu'un seul objectif : nuire au peuple tunisien, à ses intérêts nationaux et à sa sécurité.

Quelques jours avant cette manifestation de désinformation tous azimuts, des séquences vidéo ont circulé sur la Toile lais-sant entendre que des touristes algériens auraient été mobilisés pour participer aux manifestations organisées à l'occasion de la célébration de la Révolution tunisienne, en soutien au Président Kaïs Saïed.

Il est navrant de constater que certains Tunisiens résidant à l'étranger livrent une vraie guerre à leur propre pays. Ne pas par-tager les mêmes idées que Kaïs Saïed ne peut être en aucun cas un prétexte pour s'attaquer au pays, à sa sécurité et à ses intérêts.

S.B.K

ABONNEMENT 21-12-25



EDITORIAL

L'Etat face à la fracture familiale

Par Salem TRABELSI

Il est des fissures silencieuses qui précèdent les effondrements spectaculaires. L'effritement de la cellule familiale en est une. Longtemps cantonné à la sphère privée, ce malaise intime est aujourd'hui devenu un enjeu public majeur, tant ses répercussions débordent sur l'enfance, l'école, la rue et, à terme, sur la cohésion sociale elle-même. Le fléau n'est ni ponctuel ni marginal : il s'installe, s'élargit et menace les fondations les plus fragiles de la société.

C'est dans ce contexte que s'inscrit l'atelier national tenu vendredi à Tunis pour renforcer le mécanisme de conciliation familiale. Loin d'être un simple rendez-vous technique, cette rencontre traduit une prise de conscience politique : celle que la rupture conjugale, lorsqu'elle est mal accompagnée, devient une fracture durable pour l'enfant. Et que l'intérêt supérieur de ce dernier ne peut rester un principe abstrait, invoqué après coup, mais doit être le point de départ de toute décision.

La famille, jadis refuge, est parfois devenue champ de tensions. Les conflits s'y cristallisent, la parole s'y rompt, et l'enfant, trop souvent, s'y trouve relégué au rôle de témoin muet, ballotté entre silences, procédures et rancœurs. Dans ce climat, l'absence de médiation n'est pas neutre: elle fabrique de la fragilité, du décrochage, parfois de la violence. Ce que la société ne répare pas dans la famille, elle le retrouve plus tard dans la rue.

La politique nationale de conciliation familiale vient précisément répondre à cette urgence. En privilégiant la résolution amiable des litiges, en mobilisant travailleurs sociaux, juristes et acteurs institutionnels, l'État tente de restaurer ce qui peut l'être avant que la rupture ne devienne irréversible. Il ne s'agit pas de nier les conflits, mais de les contenir, de les humaniser, de les inscrire dans un cadre où l'enfant cesse d'être une variable d'ajustement.

L'atelier organisé par le ministère des Affaires sociales, en partenariat avec l'Unicef, a fait un diagnostic lucide : les mécanismes existent, mais doivent être consolidés, coordonnés et plus accessibles. L'enjeu n'est pas seulement administratif ; il est moral et civilisationnel. Protéger l'enfance, ce n'est pas seulement sanctionner après coup, c'est prévenir en amont.

A une époque où les repères se brouillent et où les liens se distendent, réhabiliter la conciliation familiale revient à défendre une idée simple mais essentielle : aucun progrès social ne se construit sur les ruines de l'enfance. En s'attaquant à l'effritement familial, la Tunisie ne colmate pas une brèche ; elle renforce ses fondations.



الدورة 22 EDITION

dar déco

Salon de la Décoration et du Design

19 - 28 DÉCEMBRE 2025

10H30 19H00

Parc des Expositions du Kram

ORGANISATEUR SOCIÉTÉ DES FOIRES INTERNATIONALES DE TUNIS

www.fkram.com.tn (+216) 71 973 111 - 71 976 111 itf.com@fkram.com.tn

f dardeco @ salon.dardeco dardeco.com.tn

Rendez-vous Aujourd'hui avec votre magazine Dans les kiosques

GRATUIT

Dorsaf HANDANI

"IL FAUT SAVOIR SE DÉMARQUER POUR SE FAIRE UN NOM"

Consultez La Presse Magazine sur www.lapresse.tn